

N° 135 • septembre 2001

La diversité des attentes des Français à l'égard de l'État-providence peut être approchée à partir d'une enquête barométrique. Trois groupes d'attitudes peuvent être distingués.

Le premier, celui des « intégrés universalistes », est plutôt constitué de jeunes, d'hommes, urbains, disposant d'un haut niveau de revenus et de diplômés. Ils se sentent bien dotés et ont le sentiment que peu doit changer pour réduire des injustices sociales qu'ils considèrent comme résiduelles. Ils considèrent la protection sociale actuelle comme plutôt satisfaisante et acceptent des efforts de redistribution « sans contrepartie » de la part des bénéficiaires.

Le deuxième groupe comporte, au contraire, plutôt des femmes, des personnes plutôt âgées, éloignées du travail, à faible niveau de revenu et de diplômés. Ces personnes se sentent « plutôt en marge » et, pour elles, l'État-providence n'agit pas assez et pas assez en leur faveur.

Le troisième groupe, celui des « intégrés sélectifs », réunit plutôt des hommes, d'âge mûr, de profession indépendante, habitant de petites villes. Ils préféreraient une action de l'État plus réduite et plus sélective, avec des contreparties de la part des bénéficiaires des prestations.

L'enquête fait, par ailleurs, apparaître des préoccupations dans l'ensemble plus fortes pour des risques perçus comme concrets que pour des risques à caractère plus abstraits.

Ces préoccupations apparaissent en général plus prononcées « pour la France » que pour « la situation personnelle » des enquêtés et l'écart entre ces deux niveaux est plus marqué chez les ruraux.

Michel FORSÉ et Maxime PARODI
OFCE

Un panorama des opinions à l'égard de l'État-providence

Étude de l'enquête barométrique de la DREES – vague 1

De réputation, la France est un pays où l'on attend beaucoup de l'État. Hors de nos frontières, nombre de pays occidentaux ont aussi largement adopté l'idée d'un État-providence et d'une administration nationale en charge de la lutte contre des difficultés individuelles. Cela n'empêche pas les opinions sur le rôle ou la place de l'État de varier dans le temps ou selon les pays. Comme le montre une enquête internationale effectuée en 1996 dans le cadre de l'*International Social Survey Program*, les Français semblent désormais moins mettre en avant l'intervention de l'État que d'autres Européens, à mi-chemin des Allemands et de la position relativement libérale des Américains (Forsé, 1999). Au-delà d'un consensus assez général sur l'État-providence, la perception des problèmes et des solutions acceptables connaît des changements (De Swaan, 1995), non seulement d'un pays à l'autre, mais aussi à relativement court terme.



Dans ce contexte, l'enquête barométrique annuelle de la DREES, entamée en février 2000 et réalisée par l'IFOP sur un échantillon par quota de 4 000 individus âgés de 18 ans et plus, a interrogé les Français sur leurs préoccupations face à divers risques, leurs sentiments de justice et leurs attentes à l'égard de l'État-providence. Tel quel, le questionnaire fait implicitement le lien entre ces trois dimensions, ce qui semble naturel si l'on souhaite appréhender l'assentiment des différentes fractions de l'opinion à l'égard de l'État-providence dans ses diverses dimensions. Cette étude, extraite d'un rapport plus détaillé, en en présentant les premiers résultats, se propose d'examiner si les opinions suivent bien une telle articulation. Une analyse factorielle et une typologie permettront de dégager les cohérences d'ensemble et les homogénéités autour de certains pôles dont on s'efforcera de trouver les articulations.

Les deux premières dimensions d'une grille de lecture des opinions

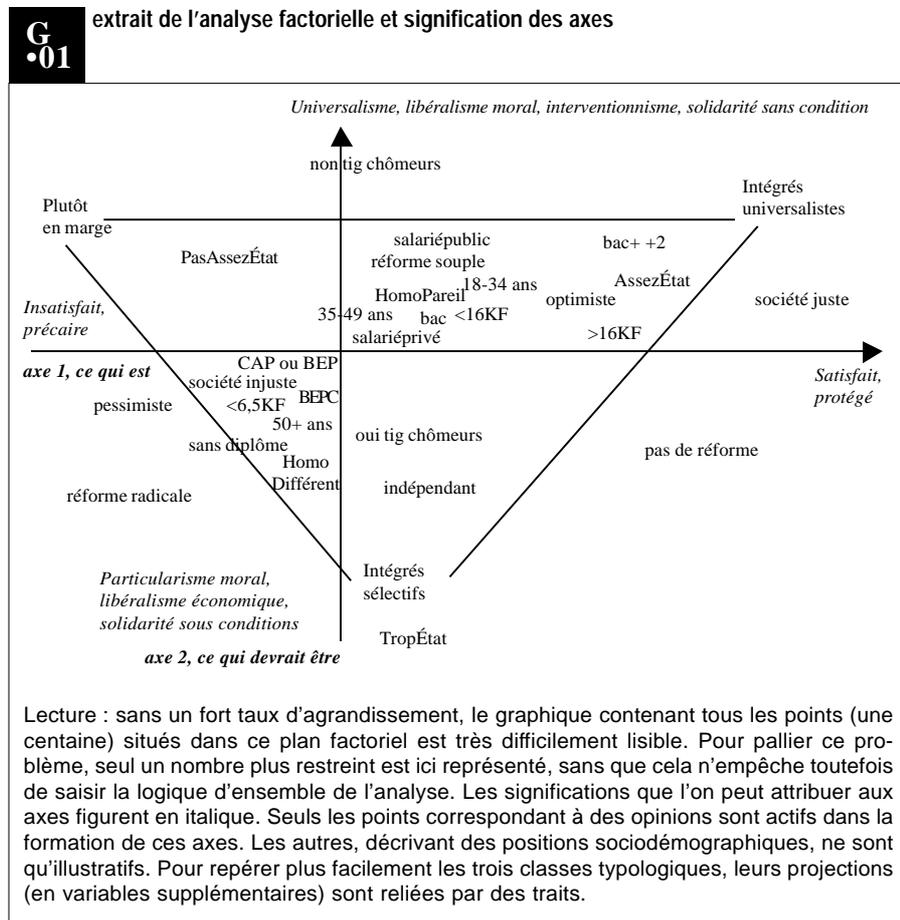
L'analyse des correspondances multiples (ACM) mise en œuvre porte sur un ensemble de trente questions, balayant la plupart des thèmes du questionnaire. Pour les questions retenues, il apparaît tout d'abord que si l'opinion est structurée, elle ne l'est pas très fortement ou de manière exacerbée. Le premier axe de l'analyse n'explique que 5,6 % de l'inertie totale. Il faut aller jusqu'au dix-huitième axe pour atteindre 50 % et jusqu'au quarantième pour arriver à 90 % d'inertie expliquée. Cela n'indique pas nécessairement que les opinions exprimées sont incohérentes, mais plutôt qu'elles présentent une relative autonomie entre elles. Les enquêtés n'ont pas déroulé une grille de lecture qu'ils souhaitaient sciemment faire ressortir tout au long de l'interview, ayant semble-t-il plutôt réfléchi à nouveau sur chaque sous-

ensemble de questions. Reste que les premiers axes principaux qui résultent de l'ACM offrent, à ce niveau de généralité, la meilleure grille descriptive possible des opinions retenues.

Sur le premier axe (horizontal, dans le graphique), une opposition apparaît assez nettement entre les personnes qui estiment que la société française est plutôt juste (26 %), et les autres (68 %). Les premiers sont plutôt confiants en l'avenir, pour eux-mêmes comme pour la société en général ; ils interprètent la situation sociale française comme globalement positive, jugeant plus souvent que les inégalités et l'exclusion connaissent une baisse quasi continue. Ils sont également plus nombreux à faire davantage confiance à l'État qu'aux individus. Cette satisfaction se traduit au niveau politique par un certain « conservatisme » : c'est de ce côté que l'on trouve la minorité (8,6 %) affirmant qu'« il faut conserver la société française en l'état » ; ou encore, les quelque 22 % qui considèrent qu'« il y a ce qu'il faut d'interventions de l'État en matière économique et sociale ». Si l'on considère maintenant les modalités supplémentaires qui correspondent ici à des réponses qui, quoique rares, sont fortement caractéristiques, on constate qu'ils sont plus nombreux à ne pas savoir si l'exclusion s'explique par le manque de travail et à ne pas savoir s'ils connaissent ou non un SDF ou un chômeur indemnisé. Les variables supplémentaires sociodémographiques montrent enfin qu'il s'agit plus souvent des plus diplômés, de professions libérales ou de cadres supérieurs, de personnes à hauts revenus et habitant plus souvent Paris.

À l'autre extrémité de ce premier axe, on observe les modalités opposées de réponses. On retrouve avant tout ceux qui ont une vision pessimiste de leur avenir et de l'avenir des générations futures ; ceux qui souhaitent des réformes radicales ; ou encore, ceux qui considèrent que l'état

extrait de l'analyse factorielle et signification des axes



de santé des Français s'est détérioré au cours des dernières années. Cette dernière opinion, qui est essentiellement celle des plus âgés, s'avère plus structurante que la modalité repérant les personnes de 65 ans ou plus. On trouve aussi, de façon plus rare, les individus qui ne savent que répondre lorsqu'on leur demande leur vision de l'avenir, ceux qui ne savent pas s'ils font plus confiance à l'État qu'aux individus, ceux qui ne savent que penser de l'Europe au niveau de ses conséquences sur la protection sociale et enfin ceux qui n'ont pas d'idées arrêtées concernant la question « de qui la solidarité est-elle l'affaire ? » (les alternatives étant : l'État, les collectivités locales, les associations ou la famille). Ajoutons encore qu'ils sont plus nombreux à dire qu'il n'y a pas assez d'État, que le niveau de financement de la protection sociale est insuffisant, que la société est injuste ou qu'on n'exagère pas les problèmes à propos des grandes crises sanitaires (vache folle, poulet à la dioxine, amiante, etc.). Ils affirment également plus fréquemment que l'exclusion s'explique par le fait qu'il n'y a plus assez de travail pour tous, opinion qui jouxte celle sur la présence excessive d'immigrés en France. Les catégories de répondants qui ressortent le plus nettement ici comprennent surtout des individus en situation économique difficile (personnes élevant seules leurs enfants avec moins du SMIC, chômeurs, retraités ou autres pensionnés sans travail) ainsi que les moins diplômés, les moins riches et les plus âgés (cf. infra).

Le deuxième axe (vertical sur le graphique) explique 4,2 % de l'inertie. Il rend assez bien compte d'une opposition entre une vision interventionniste et une vision plus libérale en matière d'intervention économi-

que. Les individus qui adhèrent à cette deuxième vision (au bas du graphique) pensent de façon discriminante que le financement de la Sécurité sociale est excessif et qu'en matière d'interventions économiques et sociales l'État est trop présent. Le monopole de la Sécurité sociale est pour eux une mauvaise chose et il faudrait remplacer le système actuel des retraites par un système d'assurance ou d'épargne individuelle. On trouve également là l'idée que les exclus sont des gens qui ne veulent pas travailler et que l'attribution des aides devrait être plus sélective. La solidarité n'est pas totalement rejetée, mais elle doit pour eux fortement s'assortir de contreparties demandées aux bénéficiaires.

Le pôle interventionniste est plus délicat à interpréter car l'on n'observe pas, le long de l'axe vertical, l'ordre attendu entre les trois modalités « trop d'État », « assez d'État » et « pas assez d'État », ces deux dernières opinions se situant à peu près au même niveau. Les réponses les plus discriminantes, et donc les plus pertinentes pour qualifier l'approche interventionniste, insistent surtout sur l'idée d'une solidarité sans condition : moindre propension à demander une tâche d'intérêt général aux chômeurs ou d'exiger une contrepartie au RMI. L'exclu est moins vu comme une personne faisant preuve de mauvaise volonté ou ne souhaitant pas travailler.

L'opinion varie selon qu'on est bien intégré ou plutôt en marge

Ceci amène à une première interprétation d'ensemble à l'aide de l'opposition entre *insiders* et *outsiders*, c'est-à-dire entre ceux qui estiment être bien protégés par l'État-providence et ceux qui se sentent plutôt en marge de ses bienfaits. Ces deux termes, quoique courants dans la sociologie anglo-saxonne, n'ont pas de traduction facile et immédiate en

français. On traduira dans la suite par « intégrés » et « plutôt en marge », tout en admettant que cela reste approximatif. Sous cette convention, le premier axe rend assez bien compte du sentiment d'être ou non bien intégré dans la société, sentiment qui s'exprime à travers le degré de satisfaction à l'égard du déploiement des aides sociales, c'est-à-dire un jugement sur l'écart entre les besoins et l'aide effectivement reçue. Il s'agit toutefois bien, il faut le souligner, de l'opinion formulée par les personnes ayant répondu à l'enquête et non de leur situation réelle vis-à-vis de la protection sociale.

Elle varie aussi selon que l'on adopte une attitude plutôt universaliste ou plutôt particulariste

Le deuxième axe semble reformuler cette opposition sous l'angle de ce qui devrait être. Il oppose en particulier la demande d'une plus grande sélectivité dans l'attribution des aides et le rejet de l'idée même de sélection. Il fait également apparaître une distinction entre libéralisme économique et « libéralisme culturel » (Grunberg, Schweisguth, 1990), ou plutôt ici « libéralisme moral », repéré par des opinions engageant une morale. Le libéralisme moral correspond, de façon générale, à un refus de juger la vie privée de chacun, à l'idée que tout individu est en droit de mener les projets de vie auxquels il aspire, dès lors qu'ils sont respectueux des autres. Dans l'enquête, les individus que l'on peut considérer comme moralement « libéraux », situés en haut du graphique factoriel, c'est-à-dire proches de l'interventionnisme économique, rejettent par exemple un peu plus souvent toute norme de différenciation prenant en compte des critères ethniques ou des pratiques sexuelles – par exemple l'homosexualité. Le tableau 1¹ confirme le lien – assez faible il est vrai –

1. Dont le khi-deux est hautement significatif, comme c'est d'ailleurs le cas pour tous les tableaux présentés.

T 01 opinion morale
et solidarité sous condition

en %

Réponse à l'assertion : « Les homosexuels sont des gens comme les autres »	Demander aux chômeurs de participer à une tâche d'intérêt général		
	Oui	Non	Total
Plutôt d'accord	76	24	100
Plutôt pas d'accord	83	17	100
Ensemble	78	22	100

T 02 intervention de l'État
et classe typologique

en %

	Trop d'État	Ce qu'il faut d'État	Pas assez d'État	Total
Plutôt en marge	11	15	74	100
Intégré universaliste	9	48	43	100
Intégré sélectif	30	17	53	100
Ensemble	18	24	58	100

T 03 intervention de l'État
et financement de la protection sociale

en % du total

	Trop d'État	Ce qu'il faut d'État	Pas assez d'État	Total
Financement excessif	5	3	5	13
Financement normal	9	16	30	55
Financement insuffisant	4	5	23	32
Total	18	24	58	100

T 04 intervention de l'État
et financement de la protection sociale

en %

	Trop d'État	Ce qu'il faut d'État	Pas assez d'État	Total
Financement excessif	26	14	9	13
Financement normal	50	66	51	55
Financement insuffisant	24	20	40	32
Total	100	100	100	100

T 05 classe typologique
et opinion sur le niveau du RMI

en %

Opinion sur le niveau du RMI	Plutôt en marge	Intégré universaliste	Intégré sélectif	Ensemble
Il faut augmenter le RMI	76	75	67	72
Le RMI est à un bon niveau	18	19	22	20
Il faut diminuer le RMI	1	2	6	3
Ne sait pas	5	4	5	5
Total	100	100	100	100

T 06 classe typologique
et opinions sur les réformes

en %

Opinions sur les réformes	Plutôt en marge	Intégré universaliste	Intégré sélectif	Ensemble
Il faut radicalement changer la société française	22	3	29	20
Il faut réformer la société française sur certains points	72	80	58	69
Il faut conserver la société française en l'état	3	16	11	9
Ne sait pas	3	1	2	2
Total	100	100	100	100

entre cette attitude et la moindre propension à demander des contreparties aux bénéficiaires des allocations.

Le troisième axe, dont l'interprétation est plus délicate ne sera pas étudié. Il traduit peut-être une opposition entre radicaux et modérés, mais sans certitude.

Trois groupes d'opinions : les intégrés universalistes, les « plutôt en marge » et les intégrés sélectifs

Pour aller plus loin, une classification ascendante hiérarchique (faite selon la méthode de Ward (Saporta, 1990) a été effectuée à partir des cinq premiers axes factoriels. Cette démarche consiste à regrouper les individus selon leur proximité en termes d'opinions (jugée à l'aune de leurs scores factoriels). Il faut noter qu'en s'en tenant aux cinq premiers axes, qui représentent 20% de l'inertie totale, on privilégie de fait les opinions les plus structurantes. Les autres sont pour ainsi dire filtrées au nom de leur peu de pertinence ; elles sont considérées comme du « bruit » et donc comme inadéquates à repérer les affinités.

La classification retenue s'en tient à trois groupes de taille relativement homogène car ce nombre est apparu être à la fois nécessaire et suffisant pour décrire correctement la structuration des opinions. Sur les 4 000 individus enquêtés, 1 538 appartiennent au premier groupe (dont le point moyen est noté « *plutôt en marge* », dans le cadran nord-ouest du graphique), 921 au deuxième (« *intégrés universalistes* », au Nord-est) et 1 541 au troisième (« *intégrés sélectifs* », au sud). Ces trois groupes se placent de manière assez heureuse aux environs des trois sommets du triangle formé par les modalités « trop d'État », « assez d'État » et « pas assez d'État » (graphique). Un tri croisé confirme que le premier groupe pense davantage que la moyenne « qu'il n'y a pas assez d'État », tandis que le deuxième estime qu'il y en a suffisamment et le troisième qu'il y en a trop (tableau 2).

Il faut néanmoins se garder d'une lecture trop hâtive. Un graphique factoriel indique des positions relatives et des écarts à l'indépendance. Ainsi, une opinion comme « il n'y a pas assez d'État » n'est pas celle d'un seul groupe, mais d'une majorité des Français (tableau 3). En termes d'effectifs bruts, et non d'écarts à la moyenne, les réponses à cette question (« pensez-vous qu'il y a trop d'interventions de l'État en matière économique et sociale, ce qu'il faut ou pas assez ? ») sont plus ambivalentes. On le voit en croisant cette question avec l'opinion sur le bon niveau de financement de la protection sociale. Toutefois, si l'on raisonne en termes d'écarts relatifs ou de propensions, il est très clair que les réponses à ces deux questions (présence de l'État et financement de la protection sociale)

sont très corrélées et que les associations sont parfaitement cohérentes. Ceux qui pensent qu'il n'y a pas assez d'État ont une forte propension à déclarer que le financement de la protection sociale est insuffisant, ceux qui trouvent qu'il y a suffisamment d'État disent plutôt que ce financement est normal, alors que ceux qui jugent qu'il y a trop d'État déclarent plus volontiers que ce financement est excessif (tableau 4).

Ces précautions d'interprétation étant prises, il est assez facile de trouver la logique sous-jacente aux trois groupes. Le premier (au nord-ouest du graphique) ne se considère pas assez protégé et souhaite à la fois un accroissement des budgets publics et une ré-allocation mieux ciblée en sa faveur. D'une certaine manière, le deuxième (au nord-est) refuse les inégalités, mais de manière semble-t-il plus abstraite, regroupant des individus plutôt bien dotés. Les injustices, lorsqu'elles sont admises, sont considérées comme « résiduelles », et il ne faudrait pas beaucoup pour y remédier. Dans le troisième groupe (au sud du graphique), les individus critiquent moins le système économique que le système de redistribution et les prélèvements qu'il engendre. Ils considèrent ainsi qu'il y a « trop d'État » et sont, sans surprise, plus nombreux à affirmer être « prêt à accepter une baisse de prestations sociales avec en contrepartie une réduction de leurs cotisations et de leurs impôts ». Plus surprenant en revanche, ils affirment aussi plus fréquemment être « prêt à cotiser davantage pour maintenir le niveau de prestations sociales » même s'ils insistent fortement sur la sélection. En somme, au nord-ouest du graphique, se situent des personnes qui se vivent comme plutôt dans une situation difficile ou « en marge », désirant davantage de protection. Au nord-est, on trouve des *intégrés* non-sélectifs ou *universalistes*, assez satisfaits de la protection actuelle et convaincus qu'il y en a pour tout le monde sans grand bouleversement du système, donc ne chicanant pas trop. Ils rejoignent ainsi les « *plutôt en marge* » pour penser qu'il faudrait augmenter le RMI (tableau 5). Au sud, enfin, se trouvent des *intégrés sélectifs* ou particularistes qui sont au contraire très attentifs aux conditions de la redistribution. Ils sont plutôt insatisfaits du système qu'ils ne sont pas loin de vouloir changer radicalement, comme certains « *plutôt en marge* » d'ailleurs, mais dans un sens libéral tout différent (tableau 6).

Trois groupes aux caractères sociodémographiques distincts

Pour synthétiser les caractéristiques sociodémographiques des trois groupes mis en évidence (tableaux 7 à 14), il apparaît tout d'abord que les « *plutôt en marge* »

T.07 classe typologique et sexe de l'enquêté

en %

	Plutôt en marge	Intégré universaliste	Intégré sélectif	Total
Homme	34	25	41	100
Femme	42	21	37	100
Ensemble	38	23	39	100

T.08 classe typologique et âge de l'enquêté

en %

	Plutôt en marge	Intégré universaliste	Intégré sélectif	Total
18 - 24 ans	32	31	37	100
25 - 34 ans	35	28	37	100
35 - 49 ans	40	22	38	100
50 - 64 ans	37	20	43	100
65 ans et plus	44	18	38	100
Ensemble	38	23	39	100

T.09 classe typologique et situation d'emploi actuelle de l'enquêté

en %

	Plutôt en marge	Intégré universaliste	Intégré sélectif	Total
Temps plein	35	25	40	100
Temps partiel	41	23	36	100
Intermittent	38	30	32	100
Recherche un emploi	53	15	32	100
Aucune activité professionnelle	39	22	39	100
Ensemble	38	23	39	100

T.10 classe typologique et profession de l'enquêté

	Plutôt en marge	Intégré universaliste	Intégré sélectif	Total
Agriculteur	36	14	50	100
Artisan ou commerçant	35	20	45	100
Profession libérale, cadre supérieur	26	34	40	100
Profession intermédiaire	36	31	33	100
Employé	42	22	36	100
Ouvrier	39	20	41	100
Retraité	41	19	40	100
Autre inactif	36	25	39	100
Ensemble	38	23	39	100

sont plus souvent des femmes ; ils sont plus souvent âgés de plus de 65 ans et vivent davantage dans des villes moyennes ou des communes rurales ; ils sont aussi plus fréquemment retraités ou salariés (employé ou ouvrier) à temps partiel, mais aussi très souvent à la recherche d'un emploi ; leurs revenus sont relativement faibles et leur niveau de diplôme peu élevé.

Les *intégrés universalistes* sont plutôt des hommes, souvent jeunes, habitant Paris ou de grandes villes, disposant d'un haut niveau de diplôme et de revenus élevés ; ils travaillent plus souvent dans le secteur public

T 11 classe typologique et secteur d'activité de l'enquêté en %

	Plutôt en marge	Intégré universaliste	Intégré sélectif	Total
Salarié du secteur privé	39	23	38	100
Salarié du secteur public	39	26	35	100
Indépendant sans salarié	34	20	46	100
Employeur	32	18	50	100
Autre	40	21	39	100
Ensemble	39	23	38	100

T 12 classe typologique et revenus mensuels nets du ménage en %

	Plutôt en marge	Intégré universaliste	Intégré sélectif	Total
Moins de 5 000 F	43	18	39	100
De 5 000 à moins de 7 500 F	41	19	40	100
De 7 500 à moins de 9 500 F	37	22	41	100
De 9 500 à moins de 12 500 F	39	24	37	100
De 12 500 à moins de 16 000 F	34	26	40	100
Plus de 16 000 F	26	32	42	100
Ensemble	37	23	40	100

T 13 classe typologique et diplôme le plus élevé de l'enquêté en %

	Plutôt en marge	Intégré universaliste	Intégré sélectif	Total
Sans diplôme ou CEP	44	15	41	100
BEPC, CAP ou BEP	41	19	40	100
Bac	37	24	39	100
Niveau bac + 2	28	36	36	100
Supérieur à bac + 2	24	42	34	100
Ensemble	38	23	39	100

T 14 classe typologique et catégorie d'agglomération en %

	Plutôt en marge	Intégré universaliste	Intégré sélectif	Total
Moins de 2 000 habitants	44	18	38	100
2 000 à 20 000 habitants	39	17	44	100
20 000 à 100 000 habitants	47	18	35	100
100 000 habitants et plus	37	25	38	100
Agglomération parisienne	24	38	38	100
Ensemble	38	23	39	100

comme cadres supérieurs ou comme professions intermédiaires.

Les *intégrés sélectifs* sont également plutôt des hommes, mais ils ont souvent entre 50 et 64 ans et ils vivent plus volontiers dans des petites villes ; ils sont fréquemment indépendants et, s'ils sont salariés, ils sont plutôt ouvriers du secteur privé ; ils possèdent un niveau de diplôme inférieur ou moyen, mais leur niveau de revenu ne les situe pas franchement dans une tranche plutôt qu'une autre.

Il faut souligner que la significativité de ces croisements est forte. Il en résulte que le classement en trois groupes est non seulement un bon séparateur des opinions retenues dans l'analyse, mais qu'il est aussi un bon révélateur de la position sociale mesurée à l'aune des variables usuelles.

Les préoccupations face à divers risques

L'enquête de la DREES comportait également des questions sur les préoccupations des Français face à divers risques mais, pour cause de redondance dans les réponses des enquêtés, leur place a été minimisée dans l'analyse factorielle précédente. Quelques grandes logiques de réponse sont toutefois intéressantes à signaler.

En tout, plus d'une vingtaine de questions ont été posées pour aborder ces préoccupations. Sur la plupart des thèmes (tableau 15), une majorité des Français se disent beaucoup ou assez préoccupés. On observe toutefois assez nettement deux catégories de sujets : d'un côté ceux qui sont signalés comme « très préoccupants » comme le chômage, le cancer, la pauvreté, le sida et, dans une moindre mesure, les risques alimentaires, les problèmes liés à l'environnement, les accidents de la route ou encore les guerres dans le monde ; et de l'autre, les sujets qui ne sont, pour la majorité des personnes interrogées, qu'« assez préoccupants » comme la croissance démographique des pays en voie de développement, les migrations des pays pauvres vers les pays riches, le vieillissement des pays développés et les crises financières internationales. Ces deux derniers items sont même jugés par une courte majorité comme « peu ou pas du tout préoccupants ».

Des différences entre risques abstraits et concrets

Une analyse en composantes principales (ACP) permet de savoir comment ces sujets d'inquiétudes s'organisent entre eux. Il en ressort distinctement deux logiques. Tout d'abord, le premier axe de l'ACP souligne un important effet « taille » ; autrement dit, toutes les préoccupations sont fortement corrélées entre elles. Toutefois, le deuxième axe fait apparaître une distinction entre les thèmes très préoccupants et les thèmes assez, voire peu préoccupants. C'est le facteur dit de « forme », venant compléter le facteur de « taille » précédent. Au premier abord, il semble que les thèmes jugés très préoccupants sont ceux qui touchent plus au quotidien, au local, tandis que les autres relèvent plus de risques globaux liés à de grands équilibres. Cancer, risque alimentaire, sida, accident de la route, chômage d'un côté, démographie des PVD, migrations et vieillissement dans

T 15 les préoccupations face à divers risques

en %

		Vieillessement dans les pays développés	Croissance démographique des pays en voie de développement	Migrations des populations des pays pauvres vers les pays riches	La pauvreté	Problèmes liés à l'environnement	Les risques alimentaires
préoccupé personnellement	Beaucoup	11,0	16,6	24,3	57,6	45,4	47,0
	Assez	32,8	33,9	38,7	35,1	41,4	34,6
	Peu	31,6	30,0	22,7	5,3	10,1	14,0
	Pas du tout	23,2	17,9	13,1	1,6	2,7	4,2
	Ne sait pas	1,4	1,6	1,2	0,4	0,4	0,2
	Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
préoccupé pour la France	Beaucoup	22,0	19,8	33,8	58,3	47,7	48,6
	Assez	46,4	45,1	42,9	35,4	42,4	38,4
	Peu	22,6	25,7	16,9	5,2	8,0	10,6
	Pas du tout	6,8	6,8	4,8	0,9	1,3	2,0
	Ne sait pas	2,2	2,6	1,6	0,2	0,6	0,4
	Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
		Le Sida	Les crises financières internationales	Les guerres dans le monde	Le cancer	Le chômage	Les accidents de la route
préoccupé personnellement	Beaucoup	51,8	17,7	41,8	58,7	62,2	43,9
	Assez	30,0	29,6	40,2	31,8	28,5	39,0
	Peu	12,1	31,2	13,7	7,7	6,5	14,2
	Pas du tout	5,9	20,0	4,0	1,5	2,6	2,6
	Ne sait pas	0,2	1,5	0,3	0,2	0,2	0,3
	Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
préoccupé pour la France	Beaucoup	55,3	30,2	42,0	56,7	69,6	44,6
	Assez	34,9	40,0	41,2	36,1	26,2	41,0
	Peu	8,0	21,1	13,3	6,1	3,3	12,3
	Pas du tout	1,4	6,0	2,7	0,7	0,7	1,5
	Ne sait pas	0,4	2,7	0,8	0,4	0,2	0,6
	Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

les pays occidentaux de l'autre. Il faudrait alors comprendre la guerre ou les problèmes liés à l'environnement comme plutôt quotidien ou local, ce qui est loin d'aller de soi. Il semble donc préférable de voir là une opposition entre des risques « abstraits », qui exigent une construction théorique déjà sophistiquée, et des risques « concrets », dont les conséquences sont bien connues. Cette lecture est d'ailleurs confirmée par un examen des proportions de gens qui ne savent pas si elles sont ou non préoccupées. Les pourcentages correspondants sont systématiquement plus forts pour tous les thèmes qualifiés d'« abstraits ».

La position du thème du vieillissement dans les pays développés parmi les sujets peu préoccupants reste cependant surprenante. De fait, les enquêtés ont été interrogés plus

loin dans le questionnaire sur l'avenir des retraites et un tableau croisant ces deux questions ne fait pas apparaître de lien net entre souci à propos du vieillissement et pessimisme sur le système des retraites. En particulier, les 35-49 ans, qui sont les plus pessimistes sur l'avenir des retraites, ne sont pas plus préoccupés par le vieillissement que les autres. Le vieillissement fait donc partie de ces bouleversements aux conséquences peu claires et, partant, peu préoccupantes.

**Des préoccupations
« pour la France »
davantage liées aux positions
sociodémographiques que les
préoccupations personnelles**

Le troisième axe de l'ACP fait apparaître une nouvelle logique en

opposant les préoccupations personnelles aux préoccupations pour la France. De manière générale, en mesurant deux indices de « préoccupation générale », un personnel et un pour la France, les personnes interrogées se disent plus préoccupées pour la France que pour elles-mêmes ; les femmes s'affirment plus préoccupées que les hommes, les propriétaires et les accédants à la propriété que les autres. De même, les personnes mariées et les 50-64 ans se disent plus préoccupés. En revanche, le niveau scolaire ou la catégorie socioprofessionnelle n'ont pas d'effet discernable.

Pour juger des facteurs significativement influents, toutes choses égales par ailleurs, quelques régressions ont été effectuées sur chacun des indicateurs de préoccupation. Pour en résumer les résultats, on

peut dire que la préoccupation pour la France dépend bien davantage de la position sociodémographique que la préoccupation personnelle. Pour cette dernière, il apparaît essentiellement que les femmes sont plus préoccupées que les hommes. Les autres caractéristiques sociales sont peu discriminantes. Dans le cas des préoccupations pour la France, on constate surtout un plus grand souci de la part des moins diplômés, des femmes, des ménages à faibles revenus, des précaires ou de ceux qui ont un précaire dans leur famille, et un souci moindre de la part des habitants des grandes agglomérations, des professions libérales, des cadres supérieurs, des commerçants ou artisans ainsi que des plus jeunes. S'il existe une forte congruence entre préoccupation personnelle et préoccupation pour la France, il subsiste donc aussi des différences sensibles.

L'écart entre préoccupations personnelles et préoccupations pour la France : l'opposition ruraux-urbains

Une manière d'en rendre compte consiste à examiner pour lui-même l'écart entre les deux types de préoccupation, en effectuant une régression, non plus sur chaque type de préoccupation pris séparément, mais directement sur la différence entre préoccupation pour la France et préoccupation personnelle. On observe cette fois que le facteur le plus discriminant est l'opposition entre urbains et ruraux. La préoccupation pour la France est d'autant plus forte relativement à la préoccupation personnelle que l'on va de la ville à la campagne, à ceci près que l'écart est plus intense dans les villes de 2 000 à 20 000 habitants, bref dans le péri-urbain, que dans les communes de moins de 2 000 habitants. L'écart est

également plus fort au sein des ménages disposant d'un revenu mensuel inférieur à 12 500 francs. Il diminue chez les personnes ayant plus du baccalauréat, chez les personnes logées à titre gratuit, chez les 18-24 ans et chez les 35-54 ans, cette dernière tranche d'âge repérant les actifs les mieux intégrés économiquement. On constate enfin un léger effet de la connaissance ou non d'une personne vivant dans la précarité dans son entourage, effet en tous cas beaucoup plus modeste que ce que l'on aurait a priori pu attendre. Le sexe n'est pas, quant à lui, un facteur explicatif. Le facteur le plus discriminant est donc finalement, toutes choses égales par ailleurs, l'opposition entre ruraux et urbains, ce qui peut faire référence à une impression de plus ou moins grand éloignement entre la vie quotidienne et l'évolution ressentie de l'entité « France ».

Préoccupations et position typologique

Dans les régressions présentées, la typologie selon les trois grands groupes d'opinions résultant de la classification automatique effectuée précédemment n'a pas été introduite à titre de variable explicative. Ajouter cette variable n'altère pas les résultats qui viennent d'être établis, en revanche cela permet de constater que, comme on pouvait s'y attendre, ce sont les *intégrés universalistes* qui sont le moins préoccupés pour la France et pour eux-mêmes. Ce sont eux également qui ne sont pas plus préoccupés pour la France que pour eux-mêmes : ils se reconnaissent dans les changements actuels de la France. Ils développent une vision optimiste de la société française et de sa capacité à répondre aux problèmes à venir qui les distinguent des autres groupes. C'est pourquoi ils s'autorisent

des réponses plutôt généreuses pour faire face aux divers problèmes sociaux ; c'est du moins ce que semble indiquer leur position sur le deuxième axe de l'ACM.

Cependant, la double structuration de l'opinion qui s'est dégagée de cette étude, selon les deux axes de l'analyse factorielle, est-elle ou non une particularité strictement française ? S'il est difficile de répondre strictement dans l'état actuel des sources, en revanche la répétition du sondage dans le temps permettra de faire la part des nuances et des variations pour déterminer si elles sont susceptibles d'affecter cette structure. ●

Pour en savoir plus

- FORSÉ M., 1999, « Libéralisme et interventionnisme. Analyse comparée des opinions sur le rôle économique de l'État et du gouvernement dans six pays », *Revue de l'OFCE*, n° 68.
- GRUNBERG G., SCHWEISGUTH E., 1990, « Libéralisme culturel et libéralisme économique », in LEMEL Y., GALLAND O. (DIRS), *La nouvelle société française*, Paris, Armand Colin.
- JACQUEMAIN M., 1995, « Représentations de la justice sociale », *L'Année Sociologique*, Vol. 45, n° 2.
- PAUGAM S., SCHWEYER F.-X., 1998, « Transformations et inerties de l'État-providence », in LEMEL Y., GALLAND O. (DIRS), *La nouvelle société française*, Paris, Armand Colin.
- ROSANVALLON P., 1981, « La crise de l'État-providence », Paris, Le Seuil.
- SAPORTA G., 1990, « Probabilités, analyse des données et statistique », Paris, éd. Technip.
- SWAAN A. de, 1995, « Sous l'aile protectrice de l'État », Paris, PUF.